

Revue de presse du 9 au 15 septembre 2011. En extra dans cette revue de presse (à partir de la page 9), quelques articles croustillants de cet été à propos d'un échange du professeur de Gramby sur la jeunesse. À lire: il y aura toujours des vieux pour trouver les jeunes et l'éducation décadents.

15 septembre 2011

Commandite: plus d'argent pour les festivals, les arts et l'éducation

Isabelle Massé, La Presse

(Montréal) Les investissements en commandites augmentent au Canada. En 2010, leur valeur s'élevait à 1,55 milliard de dollars, en hausse de 40% par rapport en 2006. Si les dépenses effectuées dans le milieu du sport professionnel, olympique et amateur restent les plus populaires (37%), malgré une baisse, elles se diversifient au profit des secteurs des arts (9,2%), des événements annuels comme les festivals (18,1%), du divertissement (6,9%) et de l'éducation (6,9%). «Les entreprises investissent de façon plus intelligente», note Norm O'Reilly, professeur spécialisé en commercialisation du sport à l'Université d'Ottawa qui a dirigé cette cinquième étude commandée par le Forum canadien de la commandite et le Conseil canadien sur la commandite. «Elles font des choix par affaires et non plus simplement liés aux intérêts du dirigeant.»

À l'époque, un investissement de Labatt au Festival international de jazz de Montréal ou au Grand Prix de Montréal n'était pas étranger à l'intérêt pour le jazz et la course automobile du dirigeant de la brasserie. «Aujourd'hui, toutes les entreprises recherchent un retour sur l'investissement, sous forme monétaire, de notoriété ou de bruit médiatique positif», explique le spécialiste en marketing et commandite Paul Wilson, de la firme de relations publiques National.

Via Rail, par exemple, dont la valeur annuelle des commandites s'élève à 2 millions, mise sur la notion de responsabilité sociale. «Il y a un aspect de marketing, forcément, mais aussi de responsabilité sociale, souligne Anne-Sophie Desmeules, conseillère, relations avec les médias et les collectivités, de Via Rail. Nos contributions se font, dans

la plupart des cas, en valeur de crédits-voyages.» En 2010, elles ciblaient notamment les Rendez-vous de la francophonie, le Club des petits déjeuners, la Fondation Portage et les Célébrations de la fierté gaie de Montréal et Toronto.

La commandite est maintenant partie intégrante (et planifiée longtemps à l'avance) d'un budget marketing. Elle prend, en outre, de l'importance dans ce budget. En 2010, elle représentait 22,3% de l'enveloppe marketing. «Les sommes investies risquent d'augmenter, car les entreprises voient que ça fonctionne, dit Norm O'Reilly. La commandite est plus efficace que d'autres stratégies marketing. Comme ce n'est pas aussi élevé encore que les investissements publicitaires, la hausse pourrait être de 10%.»

L'économie au ralenti et les baisses de subventions gouvernementales expliqueraient les sommes supplémentaires consenties aux milieux des arts et de l'éducation. «L'éducation est un domaine qui souffre beaucoup, dit Paul Wilson. Il y a une levée de boucliers dès qu'on essaie d'augmenter les droits de scolarité. Cela dit, commanditer le milieu de l'éducation reste délicat, car c'est très réglementé.»

Le sport sera toujours un milieu prisé par les entreprises commanditaires, selon Paul Wilson, «car il bénéficie d'une énorme visibilité, explique-t-il. Le sport olympique, par exemple, c'est noble, c'est sain».

14 septembre 2011

Génération ras-le-bol

François Cardinal, La Presse

La génération Y en a marre et elle a décidé de se faire entendre. Sur la place Puerta del Sol en Espagne, la place de la Bastille en France, la place Syntagma en Grèce et... la place publique au Québec.

Partout, un grand mécontentement, une volonté d'être entendu, un profond ras-le-bol du statu quo.

Il est vrai qu'à première vue, il ne semble y avoir qu'un lien ténu, strictement générationnel, entre les cris désespérés des «indignés» outre-Atlantique et le discours de plus en plus affirmé des groupes de jeunes, ici même, comme ce fameux «Sortie 13» dont le lancement a eu lieu hier soir, à Montréal. Mais un regard attentif des revendications des moins de 35 ans révèle plus de similitudes qu'il n'y paraît entre les deux continents.

D'abord et avant tout, les jeunes réclament un nouveau contrat social. Ici comme ailleurs. Les raisons sont fort différentes d'un endroit à l'autre, d'un groupe à l'autre. Certains réagissent aux mesures d'austérité ou à l'incompétence des élites politiques qui en sont responsables, d'autres à l'immobilisme, à la corruption, aux inégalités sociales, aux dérives du néolibéralisme. Mais partout, un même désenchantement, une même désillusion, un même bris de confiance avec l'establishment politique.

En témoigne un sondage de la maison CROP, mené auprès des jeunes en 2007. Combien d'entre eux disaient avoir «beaucoup confiance» aux politiciens? 0%, un taux similaire à ce que l'on retrouve en France, en Espagne, en Grèce...

Voilà ce qui alimente ce formidable bouillonnement d'idées, ce brassage intellectuel auquel s'adonnent les «indignés» autant que Sortie 13, l'Institut du Nouveau Monde, Génération d'idées, les Dégriseurs, l'Institut de recherche et d'information socio-économique, etc.

Le message est le même, il n'est qu'articulé différemment. Là-bas, on crie qu'«on en a assez!» Ici, on déplore «l'inertie du Québec», on exige de «passer à autre chose»

(Dégriseurs). On évoque «l'immobilisme» de la province, «l'insatisfaction» des générations X et Y (Sortie 13). On manifeste «un désir affirmé de prendre un virage» (Génération d'idées).

Autre similitude entre les deux continents: l'idéologie. On ne se réclame d'aucune d'entre elles. Malgré un évident biais progressiste, les jeunes prennent en effet bien soin de ne se positionner ni à droite ni à gauche, ni en faveur du fédéralisme ni du souverainisme, encore moins pour un parti ou un autre. «Nous nous foutons de vos idéologies de vieillards», résumant les Dégriseurs. Nous voulons «un Québec à la fois lucide et solidaire», renchérit Génération d'idées. D'où un paquet de solutions difficiles à circonscrire, certes, mais fort intéressantes, pragmatiques, concrètes et réalisables à court terme.

La génération montante a peut-être déserté les partis politiques traditionnels, mais elle n'est pas apolitique. Encore moins apathique.

14 septembre 2011

En éducation, le statut socioéconomique ne détermine pas tout

Lisa-Marie Gervais

Qui vit dans la pauvreté aura moins de chance de réussir à l'école, prouve la littérature scientifique. Or, la faiblesse de cette corrélation pour le Canada, où la performance en lecture des élèves peut être élevée dans un milieu défavorisé et faible dans une famille riche, semble vouloir faire mentir ce constat.

Selon les données de Regards sur l'éducation 2011 de l'OCDE, qui sont parues hier dans leur forme plus détaillée par province sur le site de Statistique Canada, la relation qui existe entre les statuts socioéconomiques et le rendement en lecture est peu marquée (8,6 %) comparativement à la moyenne des pays de l'OCDE (14 %). C'est au Nouveau-Brunswick que la corrélation est la plus forte (9,5 %) tandis que le Québec est dans la moyenne.

La Finlande et la Corée sont les deux autres pays de l'OCDE qui, tout comme le Canada, ne démontrent qu'un faible lien entre le niveau socioéconomique et la réussite. «Leur exemple montre qu'il est possible d'afficher le plus haut niveau de performance tout en offrant une répartition équitable des possibilités d'apprentissage», laisse entendre le rapport de l'OCDE.

Pour Andrew Parkin, directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, cela signifie qu'il y a de l'espoir. «Ça veut dire qu'on réussit à compenser l'effet négatif qu'a un revenu familial plus faible sur la réussite», a-t-il soutenu. «Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes chez les élèves moins avantagés, mais si on met le Canada en comparaison avec d'autres pays comme c'est fait dans le rapport, on voit que nos systèmes scolaires performant assez bien.»

Très grande scolarité

M. Parkin souligne d'ailleurs la très grande scolarité du Canada, «qu'on a trop tendance à oublier», croit-il. «Ça fait tellement longtemps que le Canada est parmi les pays qui ont les plus hauts taux de diplomation qu'on ne le remarque plus. Mais il faut pourtant souligner ça», a-t-il insisté. En 2009, 88 % des Canadiens âgés de 25 à 64 ans possédaient un diplôme égal ou supérieur au diplôme d'études secondaires (DES), ce qui classe le pays au 5e rang parmi ceux de l'OCDE ex aequo avec la Pologne, derrière la République tchèque et la Slovaquie (91 %) et l'Estonie et les États-Unis (89 %). Le Québec se situe en deçà de la moyenne canadienne, avec 84 % des personnes de 25 à 64 possédant un DES.

M. Parkin fait toutefois remarquer que le Canada a fort à faire encore pour que davantage d'étudiants au 2e cycle universitaire soient diplômés. «On se fait dépasser par les autres et dans la recherche, on ne mène pas. On peut faire mieux», a-t-il noté.

14 septembre 2011

Les étudiants doivent se mobiliser, souhaite Amir Khadir

Jean-Marc Salvet, Le Soleil

(Québec) Amir Khadir exhorte les étudiants québécois à se mobiliser. Il les presse de faire la grève des cours si leurs associations votent en faveur de ce moyen de pression. C'est ce qu'a déclaré, hier, le député de Québec solidaire à des étudiants du Cégep de Granby.

Au Soleil, il décrit ainsi ce qu'il leur a dit et ce qu'il pense : «Si vos associations décident de débrayer, il faut que vous participiez. Il ne faut pas que vous restiez à l'écart. Voilà ce que j'ai dit.»

En mars, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a annoncé que les étudiants devront «faire leur part» pour financer le réseau universitaire, à raison de 325 \$ supplémentaires par année pendant cinq ans. À partir de 2016, le coût d'un baccalauréat de trois ans sera de 11 400 \$. Si les étudiants ne s'engagent pas, leurs droits seront bafoués, selon M. Khadir. «Si les décideurs publics font des choses allant à l'encontre de l'intérêt des citoyens, ceux-ci doivent s'engager», insiste-t-il en entrevue.

Amir Khadir (photo) déplore qu'«avec les affairistes au pouvoir en Amérique du Nord, l'éducation soit considérée comme un coût». Il soutient que la «restauration de la qualité démocratique dans notre société» passe par la «participation» des citoyens, par leur mobilisation sur le terrain.

«Ça commence quand on est étudiant», affirme-t-il sans que l'on sache trop s'il émet un constat ou un souhait. Québec solidaire prône la gratuité de l'éducation, ainsi que des aides à l'alimentation et à l'hébergement pour les étudiants. «Commençons par le gel, puis ensuite la gratuité quand Québec solidaire sera au pouvoir.» Le député de Mercier n'a-t-il pas l'impression que les étudiants sont dans leur ensemble peu attentifs aux appels à la mobilisation entendus jusqu'à présent? «On verra», répond-il.

13 septembre 2011

Les diplômés canadiens s'en tirent moins bien que ceux des autres pays de l'OCDE

Lisa-Marie Gervais, Le Devoir

Canada ont la vie dure comparativement à ceux des autres pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), révèle le plus récent rapport de l'organisation, rendu public aujourd'hui. En effet, le taux d'emploi chez les hommes et les salaires de ces diplômés parmi les plus qualifiés au pays seraient relativement peu élevés.

Intitulé Regards sur l'Éducation 2011, ce document de référence, qui recense de multiples indicateurs en éducation pour comparer notamment la totalité ou quelques-uns des 34 pays de l'OCDE, mais aussi ceux du G20, démontre que le Canada possède la plus grande proportion de diplômés, se destinant à la recherche ou à l'exercice de professions exigeant un haut niveau de compétences comme la médecine, qui gagnent moins que le salaire médian (25 500 \$ pour une personne seule en 2009, selon Statistique Canada). Voilà qui indique que les qualifications acquises et les besoins sur le marché du travail ne sont pas toujours bien arrimés, laisse entendre le rapport.

Et alors que la présence des grands diplômés universitaires sur le marché du travail est très élevée dans la majorité des pays de l'OCDE (88,6 % en moyenne), au Canada, environ 82 % des hommes de cette catégorie, âgés de 25 à 34 ans, travaillent. C'est le pire taux après celui de la Hongrie.

Les diplômés universitaires ont aussi tendance à travailler moins d'heures puisque 60 % d'entre eux sont employés à temps plein, contre 75 % en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. Enfin, l'écart entre le salaire gagné par des diplômés universitaires

canadiens et ceux qui ne le sont pas demeure plus grand chez les femmes que chez les hommes.

Le Canada excelle par contre dans le raccrochage scolaire à tous âges et possède une bonne filière professionnelle au niveau secondaire, note le rapport. Toutefois, en le comparant à celui des pays de l'OCDE qui détiennent une telle filière, le taux d'obtention du diplôme au Canada est inférieur à 30 %, à l'instar notamment de la Corée, de l'Estonie et du Mexique. Sur une note plus positive, le bilan de l'OCDE souligne que le Canada fait partie des pays à la main-d'oeuvre la plus qualifiée. Environ 50 % des travailleurs possèdent un diplôme universitaire, contre 30 % en moyenne dans les autres pays. Et cette proportion continue de croître. Chez les jeunes Canadiens âgés de 25 à 34 ans, 56 % sont diplômés de l'université, une part qui n'est supplantée que par les Coréens, qui sont 64 % à avoir au moins un tel diplôme.

Diplomation en hausse

«Dans l'hypothèse du maintien des taux d'obtention d'un diplôme à leur niveau actuel, 82 % des jeunes d'aujourd'hui devraient terminer avec succès leurs études secondaires au cours de leur vie, en moyenne, dans les pays de l'OCDE», souligne d'emblée le rapport.

Actuellement, dans 28 des 33 pays de l'OCDE à l'étude, 60 % au moins des individus âgés de 25 à 64 ans sont au moins diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les filles sont toujours premières de classe: 73 % d'entre elles terminent avec succès et dans le délai imparti leurs études secondaires, contre 63 % de garçons. Il n'y a qu'en Suisse et en Allemagne que le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires des filles est inférieur à celui des garçons.

Enfin, le pourcentage de diplômés universitaires a sensiblement augmenté au cours des 30 dernières années: il est de 37 % en moyenne chez les 25-34 ans et c'est en Corée, au Japon ainsi qu'au Canada qu'il est le plus élevé, avec plus de 50 % de jeunes adultes

qui ont terminé avec succès une formation de ce niveau. Le rapport mentionne en outre que bien que le nombre de diplômés du doctorat demeure faible dans le monde, il n'a cessé de croître, à raison de 5 % par an depuis 2000.

Pour plus de détails sur les autres indicateurs (les droits de scolarité, le niveau de salaire des enseignants, les dépenses publiques en éducation, etc.), consultez notre site Internet www.ledevoir.com.

11 juin 2011

Choc des générations

François Cardinal, La Presse

Des professeurs du cégep Saint-Hyacinthe en colère ont pondu un brûlot, ces derniers jours, dans lequel ils s'élèvent contre le maternage des cégépiens, l'encadrement excessif auquel ils disent être obligés de se livrer.

Dans leur «Manifeste pour un Québec éduqué», ils dénoncent les «pédadingos» qui croient qu'en «allant reconduire les étudiants à la porte de leurs cours, en les tenant par la main, en les mouchant et en écoutant leurs jérémiades», on augmentera leurs chances de réussite.

Disons-le d'emblée, les auteurs ratent complètement la cible. Feignant de s'attaquer à la réforme et au «nivellement par le bas» qui en résulte, ils se livrent en fait à une charge à fond de train contre la génération Y, pour qui ils ne semblent avoir que mépris.

Le salmigondis de critiques confuses qu'est leur manifeste se concentre en effet sur l'encadrement des «étudiants de la réforme», comme si l'un suivait l'autre, comme si le maternage était le fruit de la réforme. Or il y a maintenant 10 ans que les cégeps ont choisi de se faire plus sensibles aux besoins des jeunes, d'intervenir de manière plus serrée pour minimiser les risques de décrochage.

Les enseignants de Saint-Hyacinthe y voient une terrible «infantilisation», ils dénoncent cette «nouvelle religion des cégeps qui s'agenouillent devant la réussite à tout prix». Mais n'est-ce pas plutôt une simple adaptation de l'école à sa jeune clientèle, une façon d'accroître la rétention de ces enfants-rois devenus jeunes adultes?

On peut certes se désoler des caprices et des «jérémiades» de ces étudiants habitués à ce que tous se plient en quatre devant eux. Mais on ne peut en faire abstraction, on ne peut agir avec ces jeunes comme on le faisait avec leurs parents au même âge.

Comme le souligne le philosophe Michel Serre dans son magnifique texte *Éduquer au XXI^e siècle*, la génération montante est si différente des précédentes, qu'on a l'impression qu'«un nouvel humain est né». «Il ou elle connaît autrement.»

Fruits de «parents curling» ayant toujours tout balayé devant eux, ces enfants ont aujourd'hui besoin d'une attention particulière. Ne s'étant jamais fait dire non, ils ont la contestation facile. Ayant obtenu des félicitations pour un rien, ils refusent la critique. Ayant appris à verbaliser leurs besoins, ils ont toujours à redire.

Les stratégies pédagogiques, qu'on le veuille ou non, doivent être repensées en conséquence si l'on veut éviter de perdre ces «apprenants» en chemin. Précisément ce que reconnaissent la douzaine de profs des collèges Ahuntsic, Montmorency et André-Laurendeau, entre autres, qui ont répondu avec leur propre manifeste («De meilleurs diplômés»), autrement plus nuancé.

Disons-le, il est possible de favoriser la réussite sans niveler par le bas. De comprendre sans se mettre à genoux. De s'adapter sans succomber à toutes les lubies. D'encadrer sans infantiliser. D'écouter sans plier.

Cela n'a rien à voir avec les excès de la pédagogie socioconstructiviste, plutôt avec le fossé des générations, qu'il faut apprendre à traverser.

6 juin 2011

Enseignement au collégial - Les nouveaux demi-civilisés

Ian Murchison - Enseignant de français au niveau collégial

Lettre dans le Devoir

Dans *Les Demi-Civilisés*, publié en 1934 par le journaliste et romancier Jean-Charles Harvey, l'auteur dépeint sans réserve une société captive de la Grande Noirceur où la liberté n'a pas sa place, un monde où le clergé impose des œillères énormes à ses ouailles assujetties, un monde où toute originalité artistique est vite associée à la turpitude.

Dès sa parution, le livre est aussitôt mis au ban par son éminence le cardinal Villeneuve de Québec, qui défend alors aux Canadiens français, conformément au code du droit canonique, «de le publier, de le lire, de le garder, de le vendre, de le traduire ou de le communiquer aux autres». Jean-Charles Harvey connaîtra des difficultés durant quelques années, avant de venir s'installer à Montréal et d'y fonder *Le Jour*, journal anti-fasciste que *Le Devoir* aura d'ailleurs souvent l'occasion de détracter, sous la plume acerbe d'un certain Grincheux.

Le roman d'Harvey est aujourd'hui à l'étude d'un cours de littérature d'un collège dans la région de Montréal, s'inscrivant dans l'analyse de la littérature canadienne-française d'avant la Révolution tranquille. Maintenant forcés de lire cette oeuvre marquante, quand il y a 80 ans de cela tout contact avec le livre leur aurait été sauvagement proscrit, les étudiants, pour la vaste majorité, trouvent son style sans goût, superfétatoire et oiseux. Ils trouvent aussi que ses 200 pages s'étendent à l'infini. En somme, ils considèrent en experts que le livre est «plate». Revirement intéressant, n'est-ce pas?

Gonflés à bloc

Après vous être épuisé à essayer de leur montrer le génie de l'oeuvre, en faisant nombre de mises en contexte socio-historiques, en parlant de nos ancêtres, en tentant de les faire rire ou de les provoquer, vous réfléchissez à cette situation insoluble un bon moment, et le jeune enseignant que vous êtes finit par conclure que les élèves appartiennent aussi, d'une certaine façon, à une race de demi-civilisés. Vous vous targuez même de les appeler les nouveaux demi-civilisés.

En effet, les élèves arrivent à votre cours gonflés à bloc, indubitablement sûrs d'eux, emprisonnés dans leur individualisme irascible, indélogeables de leurs médias sociaux et ostentatoirement accrochés à leur image. Ils sont irresponsables, mal convenus et arrogants. Ce qui compte: le boulot, la voiture et les vêtements. L'iPhone. Bien sûr, tout cela ressemble à un ramassis de préjugés, mais vous êtes étonné de constater chaque jour dans votre salle de classe que c'est en fait une grande part de la réalité.

Ne leur parlez pas de littérature, d'histoire ou de politique, ils bailleront d'épuisement et pesteront contre votre cours. N'essayez pas de les raisonner, ils se fâcheront contre vous et vous ne voulez pas ça, non, vous souhaitez à tout prix éviter cette situation. Après tout, ils ont toujours raison, ils sont les meilleurs, les plus intelligents et les plus beaux. Qui êtes-vous pour leur dire le contraire? Vous ne voulez surtout pas les prendre en défaut et vous voir honnir publiquement en devenant la coqueluche du site Rate my Teacher, dans lequel les élèves évaluent sur le Web votre enseignement.

Liberté d'expression et droits fondamentaux

De toute façon, que pourrait-il y avoir à apprendre maintenant qu'il y a Google, Wikipédia et Facebook? Le monde et toutes les connaissances sont au bout de leurs doigts! Pourquoi perdraient-ils des années de leur jeunesse si précieuse à user leurs jeans de 200 \$ (achetés sur Beyond the rack) sur les bancs rouillés d'une école à l'éducation passée de mode? Parce qu'ils n'ont pas le choix, vous diront-ils! Leurs méchants parents les forcent à aller au cégep (et c'est au moins ça de gagné).

En entrant dans la salle de cours, ils s'installent contre la fenêtre pour lorgner les voitures qui passent à toute vitesse, car certains malins ont réussi à s'enfuir, entre deux cours inutiles, de la maison de fous, du camp de torture qu'est le cégep. Ils regardent l'heure sur leur téléphone intelligent toutes les 30 secondes et s'envoient des dizaines de messages textes pendant l'heure et quart de souffrance qu'on leur inflige sadiquement. N'essayez pas de les priver de cette sublime évasion, car la direction de l'école et toute la société technophile vous accuseront de brimer leur liberté

d'expression, leur droit fondamental d'être un consommateur hyperbranché, stupide et endormi.

Ce qui explique qu'à la question «que connaissez-vous de la Révolution tranquille?», un élève vous réponde: «Est-ce que je peux aller m'acheter un lait au chocolat?» Ce qui explique qu'en voyant un extrait de la Nuit de la poésie 70, au moment où Michèle Lalonde déclame son magistral «Speak White», un bollé lâche un gracieux «'Stie d'folle!» pendant que deux filles trop maquillées s'enfoncent dans un sommeil ruminant à la première rangée. Ce qui explique qu'à la question «Qui a introduit le vers libre en poésie?» l'un d'entre eux rétorque avec ingénuité: «Dany Bédar!» Ce qui explique que tout le monde trouve ça drôle, très drôle, car tout est toujours sujet à cocasserie, sauf, bien sûr, leurs résultats...

Les résultats

Ne touchez pas à leur cote R, à leur salaire d'étudiants. Ils méritent les meilleures notes possible et, en manipulateurs aguerris, ils essaient de vous faire croire qu'ils ont étudié toute la nuit, qu'ils ont consacré des heures aux devoirs prescrits pour la semaine de lecture. Quelle surprise avez-vous quand vous lisez quelques minutes après sur Facebook qu'ils ont passé la semaine à Palm Beach, Varadero ou Cancún à boire des Cuba libre pendant que vous corrigiez leurs textes bourrés de fautes dans la cuisine de votre trois pièces et demie délabré.

Ces élèves font pourtant partie de votre génération, les Y, la «génération Internet». Vous vous dites que tout le concept de génération devrait être soupesé, car vous ne ressentez pas beaucoup d'appartenance à la leur. Vous avez pitié de ces 3 % d'élèves qui ont tout ce qu'il faut pour faire infiniment rougir les autres, cette minorité dont le talent, la motivation et les capacités scolaires sont exceptionnellement élevés. Comment font-ils pour supporter leurs camarades? Comment font-ils pour ne pas déprimer, le soir, en lisant Les Demi-Civilisés et en y reconnaissant leurs collègues de classe?

Et le soir, à la fin d'une journée haletante, vous vous endormez sur cette belle pensée: Twitter a remplacé l'Église, l'iPhone le chapelet, et vous pourriez écrire un livre intitulé Les Nouveaux Demi-Civilisés demain matin. Le plus triste dans tout ça, pensez-vous dans un demi-sommeil, c'est que personne ne le bannirait, ce livre, c'est qu'il tomberait dans les limbes d'une société où l'indifférence profonde combinée à l'individualisme irréfrenable et à la consommation soporifique ont un jour eu raison du rêve que certains visionnaires comme Harvey brandissaient, celui de voir un monde où les gens seraient libres et intelligents.

Par chance, en 2011, il y a l'éducation accessible pour tous, du pain et des livres sur la table pour les moins nantis, mais encore faut-il que les gens veuillent savoir, qu'ils s'intéressent moindrement aux angles morts de leur vie, qu'ils regardent un peu, autour de leur reflet miroitant, ce qu'il se passe.

Vous pensez alors à votre père, ancien enseignant qui a maintenant pris sa retraite, entre autres parce qu'il trouvait que les élèves n'étaient plus les mêmes, parce que quelque chose de fondamental, en une dizaine d'années, avait changé dans leur regard, leur attitude, leur motivation. Vous vous dites que vous ferez bientôt partie du pourcentage de jeunes enseignants qui décident de changer de carrière...

Ian Murchison - Enseignant de français au niveau collégial

7 juin 2011

Crier au loup - Réaction au Manifeste pour un Québec éduqué

Jean Beauchesne, Lettre dans Le Devoir

Que faut-il comprendre de la sortie catastrophiste des auteurs du Manifeste pour un Québec éduqué, qui donnent l'impression que la réussite scolaire au collégial s'obtiendrait au détriment de tous les standards de qualité? Comme maisons d'éducation rigoureuses, les cégeps mobilisent leurs énergies, et cela, depuis des années, pour que le plus grand nombre possible de jeunes et d'adultes réussissent et obtiennent leur diplôme.

Toutefois, les cégeps ne poursuivent pas cet objectif au prix d'une diminution de l'accessibilité, des exigences ou de la qualité de la formation et du diplôme. Maintenir un haut niveau de qualité est un principe incontournable que les cégeps ont toujours défendu et qu'ils continueront de défendre. Laisser entendre le contraire, c'est inexact et c'est trompeur.

Pour les auteurs du Manifeste, ne pas se résigner à l'échec équivaldrait à une «nouvelle religion» dont les effets sur la qualité de la formation et du diplôme seraient négatifs. Je ne vois pas du tout les choses de cette façon.

Et ce n'est pas du tout de cette façon dont les choses se passent dans les cégeps. En un mot, les opinions formulées dans le Manifeste ne reflètent pas la réalité collégiale.

De l'accès au succès

La question de la réussite des études collégiales, et des manières de la soutenir, ne date pas d'hier. Depuis les années 90 au moins, les attentes de la société québécoise à l'égard du cégep portent non seulement sur l'accès, mais aussi sur le succès. Et c'est là une excellente chose. L'accessibilité au cégep étant elle-même une réussite, on a pu se mobiliser résolument pour le succès des étudiants qui arrivent au collégial avec des profils de plus en plus diversifiés.

Cela fait déjà dix ans que les cégeps, en vue de favoriser la persévérance scolaire et l'obtention du diplôme, élaborent des plans de réussite auxquels le personnel est étroitement associé, notamment les enseignants.

Parmi les mesures significatives de ces plans figure la «pédagogie de la première session», qui vise à accorder une attention particulière aux jeunes lors de leur premier trimestre. Il ne s'agit pas là d'une «dernière trouvaille», comme le prétend le Manifeste, mais bien d'une formule éprouvée dans les collèges québécois comme américains, pour tenir compte de l'étape charnière du passage entre l'école secondaire et le cégep, qui est aussi celui de l'adolescence à l'âge adulte.

Viser la réussite du plus grand nombre, c'est l'affaire de toute la communauté collégiale, au premier chef des enseignants. C'est aussi, bien entendu, l'affaire de l'étudiant lui-même, premier responsable de sa réussite.

Viser et soutenir la réussite, cela demande de la constance et de l'obstination. Cela demande aussi une solide conviction: celle que l'étudiant peut réussir et obtenir son diplôme. C'est en ce sens que travaillent les directions des 48 cégeps, qui agissent elles aussi pour un Québec toujours plus éduqué.

Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps

Un manifeste qui ne va pas dans la dentelle

3 juin 2011

Collégial - Manifeste pour un Québec éduqué

Collectif d'auteurs

Lettre dans Le Devoir

Depuis une vingtaine d'années, les collèges mettent en place un nombre incalculable de mesures pour favoriser la réussite du plus grand nombre d'étudiants: centre d'aide, cours de mise à niveau, session d'accueil et intégration. Dernière trouvaille: pour accueillir les étudiants de la réforme, nous devons maintenant développer une pédagogie universelle de la première session.

Des illuminés de la pédagogie s'évertuent à nous prouver, à nous qui avons fait nos classes, qu'en allant reconduire les étudiants à la porte de leurs cours, en leur donnant d'avance les questions d'examen, en leur donnant des points pour être venus s'asseoir devant nous, en les tenant par la main, en les mouchant, en écoutant leurs jérémiades, nous, les professeurs, permettrons aux étudiants d'avoir de meilleures chances de réussite. Nous demandons aujourd'hui à ces «pédadingos» et aux patrons qui les engagent pour nous abreuver de leur illustre savoir, que vaudront ces diplômes de pacotille?

Nous, professeurs du collégial, en avons ras le bol, et nous disons:

- NON à la nouvelle religion des cégeps qui s'agenouille devant la réussite à tout prix!
- NON à des diplômes décoratifs!
- NON aux patrons qui ferment les yeux sur la normalisation des moyennes!
- NON à la pédagogie universelle qui dénigre l'acquisition des connaissances disciplinaires!
- NON à la quantité de diplômés au détriment de la qualité des diplômes!
- NON à la pression sur les professeurs pour gonfler le taux de réussite!
- NON à une éducation fast food!

Fiers de nos diplômes

Faut-il réellement baisser nos exigences pour favoriser l'octroi de diplômes au rabais et consacrer plus de temps à la pédagogie bidon qu'à faire comprendre et aimer notre

matière? Nous croyons qu'il est bon que les étudiants soient valorisés pour les efforts qu'ils fournissent, car ce qui est acquis avec effort est plus durable que ce qui est donné tout cuit dans le bec. Nous pensons que les étudiants doivent s'investir dans leurs études, puisque c'est de là que découleront leur motivation et leur travail.

Il nous semble normal que les étudiants qui arrivent au cégep vivent une période d'adaptation et nous, comme professeurs, sommes prêts à les aider sans pour autant les infantiliser. Nous voulons former des citoyens autonomes et responsables qui façonneront la société de demain. Nous voulons que les cégeps soient fiers des diplômes qu'ils délivrent, car ils sont gage de qualité.

- OUI à l'enseignement collégial qui doit réellement être un enseignement supérieur!

- OUI aux étudiants qui sont au centre de notre travail!

- OUI aux étudiants qui bénéficient de la reconnaissance de nos compétences et de notre autonomie professionnelle!

- OUI à la confiance et à l'appui de nos dirigeants et de la population!

- OUI à une véritable pédagogie qui s'incarne dans la connaissance!

- OUI à la soif de savoir des étudiants qui demandent à être traités comme des êtres pensants!

Que ceux tentés par une éducation supérieure se joignent à nous en signant cette pétition.

Ce manifeste est une initiative d'un groupe de professeurs du Cégep de Saint-Hyacinthe.

Ont signé ce texte les enseignants suivants: Isabelle Duchesne, Selma Bennani, Ariane
Grisé, Francis Favreau,
Marie-France Belzile, Nicole Simard, Véronique Plourde et Dominique Chicoine